

## **Crime et respectabilité: le cas de la BCCI**

Le 5 juillet 1991 à 12 h 45, heure de Londres, Mairi Macmillan, agent comptable de la Communauté des Iles écossaises (situées entre Irlande et Ecosse) met en ordre les finances locales avant de partir en vacances. En accord avec la politique du Conseil de la Communauté d'utiliser la BCCI (une banque qui dispose de l'appui et de la respectabilité de l'émirat d'Abu-Dhabi), elle place 1,6 million de livres - environ 15 millions de francs - de plus dans cette banque, amenant les dépôts totaux de la Communauté des Iles Ecosssaises à 23 millions de livres - environ 220 millions de francs. Un quart d'heure après, les autorités monétaires décident de fermer la banque. Le 14 juillet 1991, George Bush rencontre François Mitterrand à Rambouillet avant le sommet des Sept à Londres. La fermeture de la Bank of Credit & Commerce International par la Banque d'Angleterre, en liaison avec les autorités monétaires d'une soixantaine de pays, n'est pas encore une affaire majeure. Mais, huit jours plus tard, quand Bush retrouve son bureau ovale, l'affaire de la BCCI commence à devenir un dossier des plus embarrassants pour son administration. Dans de nombreuses capitales, de Londres à Washington, en passant par Tokyo et Paris, la décision de fermeture de la BCCI provoque la mise à jour de nombreuses informations, jusque-là non révélées : les jours qui vont suivre seront marqués par de très nombreux articles dans la presse mondiale, montrant que la BCCI était impliquée dans les affaires les plus douteuses qu'il s'agisse de la drogue, du terrorisme, du blanchiment d'argent sale, du commerce clandestin des armes ou encore de l'Irangate. La BCCI est désormais surnommée en Angleterre et aux États-Unis "Bank of Crooks and Cocaine International" ("banque internationale des escrocs et de la cocaïne ). L'affaire de la BCCI va faire de nombreuses victimes, particulièrement de petits déposants, dont 120 000 au Royaume-Uni. Comment la BCCI a-t-elle pu se développer, connaître prospérité et respectabilité, alors que ses opérations et sa gestion étaient aussi malsaines, sans susciter plus tôt une réaction des autorités de contrôle des banques dans les différents pays du monde où elle était implantée ?

### **La BCCI : pas encore vingt ans, et déjà un lourd passé**

La banque a été fondée en 1972 par Agha Hasan Abedi, un Pakistanais alors âgé de 49 ans. Ce financier possédait autrefois une banque au Pakistan, nationalisée par le président Ali Bhutto. Dépossédé de son établissement, il lance la BCCI avec le concours de la Bank of America. La banque californienne apporte 612 000 dollars à Abedi pour sa prise de participation, lui conférant ainsi le prestige et la

respectabilité d'une des plus importantes banques du monde<sup>1</sup>. En échange de cette somme, faible dans l'absolu, la banque de San Francisco obtient 25 % des actions de la BCCI, des sièges au conseil d'administration, la nomination de certains dirigeants et aussi l'accès aux relations qu'entretient Abedi avec les pays du Golfe. Au début de l'année 1974, la Bank of America rachètera encore 20 % des actions de la BCCI, atteignant ainsi un total de 45 %. En 1976, la Bank of America prête 2,5 millions de dollars à la BCCI pour ouvrir une filiale aux îles de Caymans, la International Credit & Investment Co. Overseas (ICIC Overseas).

La BCCI se développe rapidement et emploie quelques années plus tard 12 000 salariés. Elle dispose de filiales et de succursales dans le monde entier. Son siège social est situé au Luxembourg, pour des raisons fiscales. Son quartier général est à Londres, pour des raisons pratiques. Contrôlée par des capitaux arabes, dirigée par des Pakistanais, elle opère surtout à partir de Londres et des îles Caymans, mais aussi à partir du Luxembourg, où les réglementations bancaires et financières sont assez souples. Elle dispose de 20 milliards de dollars d'actifs (120 milliards de francs), possède plus de 400 filiales et succursales dans le monde entier. Elle est contrôlée par des actionnaires des pays du Golfe, mais son actionnariat est en partie composé de prête-noms. Quand la banque est enregistrée pour la première fois, au Luxembourg en 1972, son principal actionnaire est un certain Geoffrey Robert Edward Wallis, un avocat anglais peu connu qui détient 35 % du capital de la banque. En fait, Wallis est un proche de Agha Hasan Abedi et agit comme son conseiller juridique. Un des employés de Wallis déclarera qu'il agissait pour le compte d'autres actionnaires de la BCCI, qui ne voulaient révéler ni leur identité ni l'origine de leurs fonds<sup>2</sup>. Le principal centre d'opérations de la BCCI se situe à Karachi, au Pakistan. La BCCI est construite au départ sur des intentions honorables; notamment, aider le financement des hommes d'affaires musulmans et faciliter le développement des pays du tiers monde. Bien implantée dans le Golfe, en Asie et en Afrique, elle connaît une croissance vertigineuse, recueillant massivement les dépôts des croyants dans de nombreux pays et se donnant l'image d'une "banque islamique". La BCCI devient ainsi l'une des principales banques privées du monde. Mais le sens des affaires n'explique pas entièrement cette réussite.

Il existe une face cachée. La BCCI se livre à d'autres activités, assez éloignées de la banque traditionnelle, à l'insu, semble-t-il, de certains de ses dirigeants. Elle crée pour cela une sorte de département spécialisé, une banque dans la banque, en utilisant ses filiales "exotiques", comme l'ICIC des îles Caymans ou encore une banque américaine rachetée très discrètement, la FAB, First American Bankshares. Cela va lui permet de brouiller les pistes par virements multiples et successifs, et ainsi de rendre les enquêtes très difficiles. L'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, et l'importante clientèle des Pakistanais émigrés dans différents pays ont favorisé la croissance de la BCCI et le développement de ce que l'on peut appeler son "réseau parallèle", non contrôlé par les autorités monétaires. Ainsi, pour

---

<sup>1</sup>. Thierry PHILIPPON & Véronique POUJOL, "La BCCI fait naufrage en eaux troubles", *Libération*, 8 juillet 1991.

<sup>2</sup>. *Financial Times*, 9 novembre 1991.

fournir en armes les rebelles d'Afghanistan, qui luttent contre les Soviétiques et le régime pro-communiste de Kaboul, les États-Unis avaient besoin de relais au Pakistan : le réseau parallèle de la BCCI leur sera fort utile... Plus généralement, la banque est dans une position unique pour coopérer avec la CIA, l'agence de renseignements américaine, parce qu'elle fait des affaires avec des personnalités telles que le président panaméen Manuel Noriega, le négociant d'armes Adnan Khashoggi, la famille Duvalier d'Haïti, les Marcos des Philippines, le président péruvien Alan Garcia, Saddam Hussein, Daniel Ortega, etc<sup>3</sup>. L'objectif premier du réseau parallèle est de payer des pots-de-vin, d'influencer les autorités, de gêner les enquêtes judiciaires et les investigations policières.

En 1986, les transactions douteuses d'un négociant jordanien, Munther Ismael Bilbeisi, permettent de mettre en lumière certaines fraudes liées à l'empire BCCI<sup>4</sup>. Apparemment délaissée par la Bank of America au début des années quatre-vingt, la BCCI commence à apparaître quelques années plus tard comme une des branches pourries du système bancaire international. Vers 1987, les doutes circulant sur ses activités réelles commencent à se confirmer, surtout grâce au travail des Américains sur le blanchiment de l'argent sale. Deux agents des douanes américaines (DEA) se sont infiltrés dans les milieux de la drogue à Medellin en Colombie. Ils gagnent la confiance des dirigeants du cartel en recyclant l'argent sale, notamment à travers la BCCI. En 1988, le piège se referme, les deux agents américains invitent plusieurs trafiquants et des dirigeants de la BCCI à leur mariage en Floride, dont ils repartiront tous menottes au poings !

Agha Hasan Abedi, le fondateur, a été le principal dirigeant de la BCCI jusqu'à l'annonce de son retrait en 1990. Personnage charismatique et fantasque, Abedi mêle adroitement amitiés, générosité et absence de scrupule. Il créera ainsi une fondation charitable, la "BCCI Foundation" qui accumulera plutôt les fonds qu'elle ne les distribuera, faisant pourtant grand cas de ses actions. Abedi est l'homme qui met à la disposition de ses très gros clients et fidèles alliés des millions de dollars sur une simple parole, parfois sans véritable écriture comptable des prêts ainsi réalisés. Une anecdote illustre bien le style "peut tout faire" de la culture d'entreprise de la BCCI : un homme d'affaires pakistanais voyant une belle voiture à Londres souhaite l'acheter immédiatement; client de la BCCI, il téléphone, et un employé de la banque lui amène directement chez le concessionnaire un sac en plastique contenant les 25 000 livres sterling en liquide que coûte la voiture...

Abedi est lié personnellement au prince d'Abu Dhabi, le cheikh Zayed al-Nahyan, qui est le principal actionnaire, à titre personnel. Le cheikh Zayed, souverain d'Abu Dhabi et président des Emirats arabes unis, a une réputation impeccable. Par amitié pour Abedi, et peut-être parce que l'argent n'a pas la même signification pour lui, musulman, que pour l'establishment des milieux bancaires mondiaux, il s'est trouvé embarqué dans le scandale de la BCCI. Les liens personnels entre Zayed et Abedi ont fait que le cheikh a déposé régulièrement une partie de ses rentrées personnelles à la BCCI. Le cheikh Zayed est

---

<sup>3</sup>. John GREENWALD, "Taken for a Royal Ride", *Time*, 22 juillet 1991.

<sup>4</sup>. Jonathan BEATY & S.C. GWYNNE, "A Trail of Coffee and Cash", *Time*, 24 juin 1991.

un homme discret, austère, qui aime passer son temps dans le désert. L'honneur est pour lui très important. Les difficultés de la BCCI, de 1985 à 1988, lui coûtent cher : il y perdra beaucoup d'argent, probablement deux milliards de dollars<sup>5</sup>. Mais sa fidélité à son ami Abedi l'emporte sur toute autre considération. En mars 1990, cette mauvaise période semble oubliée : le fondateur pakistanais cède plus des trois quarts du capital de la banque au cheikh Zayed et à sa famille<sup>6</sup>. Cette opération est très bien reçue par les banques centrales et les ministres des Finances. En avril de la même année, la BCCI est obligée de passer des provisions pour créances douteuses de 600 millions de dollars (4,5 milliards de francs) et annonce une perte de 489 millions de dollars. Le cheikh Zayed doit réinvestir un milliard de dollars pour combler le trou, et racheter les parts de certains actionnaires, portant sa participation dans la banque à 77 %. Il est de fait le propriétaire de la BCCI, lorsque la fermeture est décidée au mois de juillet 1991. Il devient ainsi partiellement le bouc émissaire qui doit endosser presque deux décennies de fraudes organisées par les dirigeants d'une banque basée au Pakistan.

A mesure que les enquêteurs passent tous les enregistrements comptables de la BCCI à la loupe, ils découvrent progressivement que l'Amérique n'était pas une exception, que la BCCI et son "réseau parallèle" étaient devenus un supermarché financier pour les escrocs et les espions du monde entier. Ils réalisent aussi comment les autorités américaines essaient d'occulter le rôle de la BCCI, bien que presse et justice se soient employées à révéler l'affaire. Les cas de fraude dans les banques sont habituellement non divulgués. Celui de la BCCI, par sa taille et ses excès, ne pouvait qu'échapper à cette règle de discrétion : aucun scandale financier ne peut rivaliser avec celui de la BCCI, empire malhonnête de 20 milliards de dollars. C'est la première fois qu'un scandale bancaire implique des montants aussi importants, autant de nationalités et de personnalités en vue.

Une opération coup de poing sans précédent menée le 5 juillet 1991, presque simultanément dans de nombreux pays, et en fait sur seulement deux jours consécutifs, a assommé la BCCI. Menée à l'instigation de la Banque d'Angleterre et de l'Institut monétaire du Luxembourg, l'opération de fermeture, à Londres, Paris, Luxembourg, aux îles Caymans, et un peu partout en Europe, a abouti au même scénario : portes closes par décision des autorités, coffres fermés, comptes gelés. La décision de fermer la banque n'est pas directement liée à l'argent de la drogue. Il s'agissait pour la Banque d'Angleterre, comme elle l'a expliqué lors d'une conférence de presse, de protéger les déposants, créanciers et actionnaires. Car la BCCI a perdu beaucoup d'argent, dans des opérations de prêts et de placements à court terme, notamment sur le marché des changes. Selon les estimations de la Banque d'Angleterre citées par le *Financial Times*, sa faillite pourrait laisser un passif d'au moins 12 milliards de dollars !

C'est une enquête spéciale, demandée à Price Waterhouse, qui a permis de dévoiler le krach. Cette firme d'audit, qui certifiait les comptes de la banque depuis plusieurs années, sans s'apercevoir réellement des fraudes, a réalisé un rapport au printemps 1990. Ses conclusions définitives mettent en lumière

---

<sup>5</sup>. *Financial Times*, 14 novembre 1991.

<sup>6</sup>. John GREENWALD, *loc. cit.*

détournements de fonds, opérations illégales, crédits à certaines sociétés avec des prises de risques inconsidérés, corruption de certains dirigeants, etc. C'est sur la base de ce réquisitoire que la Banque d'Angleterre a lancé l'assaut. Si la catastrophe n'a pas été détectée plus tôt, c'est notamment parce que ces pertes étaient masquées depuis plusieurs années par la publication de comptes truqués. Cette tricherie, impliquant les principaux dirigeants de la banque, avait pour but de cacher son état réel de décrépitude, afin de lui conserver un minimum de crédit : "Une fraude à grande échelle sur plusieurs années et à haut niveau", selon la Banque d'Angleterre. Pourtant, la BCCI attirait depuis longtemps l'attention des autorités britanniques et américaines. Son organigramme paraissait avoir été construit dans l'unique but de déjouer les contrôles mis en place pour surveiller les banques. Aujourd'hui, les enquêteurs voient la BCCI comme une des plus grandes entreprises criminelles de l'histoire moderne, un réseau bancaire qui appuyait des trafics de toutes sortes.

Interrogé lors de l'enquête, en 1991, Masihur Rahman, un des principaux responsables de la BCCI, déclare qu'elle s'effondrait petit à petit, depuis 1985. Responsable financier de la banque, il avait été dissuadé de s'exprimer sur les malversations à cause de menaces qui le visaient personnellement. Selon lui, un de ses proches collègues lui aurait dit "J'ai déjà tué quelques personnes au cours de ma vie, et j'utiliserai la même arme pour toi<sup>7</sup>." Il accuse aussi la firme d'audit Price Waterhouse d'avoir toléré de faux enregistrements dans les écritures comptables, afin que nul ne puisse mettre en doute la solvabilité de la BCCI<sup>8</sup>. Parmi les pertes couvertes figurent plusieurs centaines de millions de dollars de prêts douteux accordés à la famille Gokal du Pakistan qui possède une compagnie de transport maritime. Selon Rahman, cette affaire était gardée secrète parce que seulement quatre ou cinq personnes étaient au courant du détail de ces opérations. Dès 1985 également, les difficultés de trésorerie de la BCCI attirent l'attention du cheikh Zayed qui refuse de continuer à déposer plus d'argent dans la banque. Cependant, déjà très engagé, il sera forcé de continuer à la soutenir. En mars 1988, Abedi, déjà affaibli par différents revers du sort au sein de la BCCI, est victime d'une double crise cardiaque et d'une attaque, à Lahore au Pakistan. Mis au courant de ses problèmes de santé, le cheikh Zayed lui enverra son avion et son équipe médicale personnelle. Agé alors de 66 ans, Abedi s'en tirera, mais, profondément diminué, il laissera la direction effective de la banque à un de ses lieutenants, Swaleh Naqvi. En janvier 1990, la BCCI est obligée de plaider coupable pour recyclage de l'argent de la drogue et s'en tire avec une "petite amende" de 15 millions de dollars, coût minime par rapport au préjudice causé à sa réputation par cette affaire.

## **Les méthodes de la BCCI : détournements de fonds et intimidation**

---

7. John GREENWALD, "The Brave ones begin to sing", *Time*, 19 août 1991.

8. *Financial Times*, 15 novembre 1991; et John GREENWALD, "The braves ones begin to sing", *loc. cit.*

L'enquête révélera les étranges méthodes de la BCCI. Elle recueillait des dépôts, dont ceux de particuliers parfaitement honnêtes, car elle avait pignon sur rue dans de nombreux pays, et les utilisait pour des opérations frauduleuses, pillant l'argent de ses déposants; mais elle se gardait toujours une marge de manoeuvre sur les nouveaux dépôts pour payer ceux qui réclameraient ce qu'ils ont sur leur compte.

Pendant ses années de croissance, à la fin des années soixante-dix et au milieu des années quatre-vingt, la BCCI attire comme un aimant l'argent de la drogue, de la fuite des capitaux, de l'évasion fiscale et des commissions des fonctionnaires gouvernementaux corrompus de différents pays du monde. La méthode principale de la banque est fondée sur les détournements de fonds. Sa filiale des îles Caymans, l'ICIC, y joue un rôle central. Paradis bancaire et fiscal, les îles Caymans attirent les capitaux à la recherche d'anonymat et de fiscalité avantageuse. En 1982, la BCCI commença à centraliser sa trésorerie et à y envoyer ses "excédents". En fait, la relation de propriété entre ICIC et BCCI n'est pas claire : il semble que ce soit plutôt l'ICIC qui possédait la BCCI<sup>9</sup>.

Le responsable de la trésorerie, Syed Raziuddin Ali Akbar, avait reçu mandat pour spéculer avec une exposition maximale de 100 millions de dollars. Mais rapidement cette limite avait été dépassée, sans contrôle. D'après Price Waterhouse, l'équipe d'Akbar se révéla extrêmement malheureuse et tout à fait maladroite dans ses spéculations. En moins d'un an, les opérateurs de la BCCI durent recourir à des manipulations pour cacher les pertes énormes générées par ces spéculations. Ils le firent en achetant des options qui permettaient d'acquérir devises ou valeurs mobilières à une date ultérieure à un prix spécifié. En 1985, la BCCI avait une position de 11 milliards de dollars en options sur taux d'intérêts, ce qui constitue un chiffre extraordinairement élevé. Les pertes spéculatives s'accumulèrent et la situation devint désastreuse.

Une autre méthode consistait à utiliser une bonne moitié des dépôts des clients pour réaliser des opérations spéculatives, non pas en leur nom, mais pour le compte de la BCCI. Lorsqu'ils perdaient l'argent de leurs clients, les responsables de la banque compensaient en versant sur leur compte l'argent de nouveaux déposants, qu'ils n'enregistraient pas, ou encore en créant des prêts artificiels dont ils versaient le montant sur le compte des clients plumés. Ces méthodes attirèrent l'attention de l'Institut monétaire luxembourgeois, l'autorité de contrôle des banques au Luxembourg, en 1985. Une enquête diligentée par Price Waterhouse ne permit toutefois pas de découvrir plus qu'un simple abus des contrats d'options, et mit cela sur le compte de simples erreurs de management.

Les méthodes de la BCCI sont peu orthodoxes dans tous les domaines. Elles comprennent l'intimidation et les menaces pour remporter des contrats, comme le montre l'histoire suivante, assez étonnante<sup>10</sup>. Un homme d'affaires, représentant une joint-venture, négocie avec le gouvernement belge une vente de matériel militaire. Les négociations sont presque terminées. À sa grande surprise, deux

---

<sup>9</sup>. *Financial Times*, 12 novembre 1991.

<sup>10</sup>. Jonathan BEATY & S.C. GWYNNE, "Not just a bank", *Time*, 2 septembre 1991

représentants de la BCCI viennent au Hilton de Bruxelles où il loge. Ils représentent des concurrents italiens et demandent à le rencontrer dans le hall d'entrée de l'hôtel. L'homme d'affaire descend et fait face à un représentant de la BCCI, un Pakistanais, accompagné d'un garde du corps à la carrure assez impressionnante. Le Pakistanais lui dit : "Tu sors de cette affaire. Cette transaction nous appartient." L'autre représentant de la BCCI ajoute : "Tu te retires et tu avises ton client que tu abandonnes cette affaire." L'homme d'affaires a eu tellement peur, qu'il s'est aussitôt retiré de l'affaire. La BCCI arrête ainsi les transactions de ses concurrents.

### **Les relations de la BCCI avec ses "clients gouvernementaux" : trafic d'armes et espionnage**

La BCCI a également financé des transactions secrètes soutenues par les autorités américaines ou d'autres gouvernements importants engagés dans les ventes de matériel militaire. La plupart de ses transactions sont parfaitement légales, mais d'autres ne le sont pas du tout. La banque aurait notamment facilité à certains pays - Pakistan, Iran, Irak, Libye - l'obtention de la technologie nécessaire pour développer des armes nucléaires.

La BCCI a fait plus que simplement financer ou faciliter la conclusion de marchés d'armes entre des nations qui ne pouvaient sans embarras politique faire au grand jour de telles transactions. Selon un dirigeant du réseau parallèle, la BCCI s'occupait de tout. Arif Durrani, un ancien financier Pakistanais de la BCCI, qui est aujourd'hui dans une prison américaine pour trafic illégal de matériel militaire, a avoué que le meilleur marchand des Mirage de Dassault, était un riche Pakistanais, nommé Asaf Ali. Asaf Ali était financé par la BCCI dans toutes ses transactions mondiales, principalement depuis Londres et New York. Flexible, Asaf Ali a ainsi conclu une vente de 49 Mirage 2 000 avec l'Inde, avant de livrer finalement ces mêmes appareils au Pakistan.

Une autre opération typique du réseau parallèle de la BCCI se déroule en avril 1989, quand un conteneur envoyé de Colombie est mis à quai durant la nuit à Karachi, au Pakistan. Les opérateurs se rendent à bord après avoir payé 100 000 dollars de pots-de-vin aux douaniers Pakistanais. Ils déchargent de grosses caisses de bois provenant de plusieurs conteneurs. Selon un docker présent, ils utilisent alors une grue au lieu d'un chariot élévateur, tellement les caisses sont lourdes. Ensuite, les caisses sont transportées par camion à une piste d'aéroport discrète et chargées dans un Boeing 707 non identifié. L'avion est parti pour la Tchécoslovaquie, prenant, pour le contrôle aérien la place d'un vol régulier de Pakistan International Airlines. Ce vol commercial a été annulé à la dernière minute grâce à des complicités au sein de la compagnie aérienne. Le radar du 707 a été modifié pour pouvoir afficher le code du vol commercial, et être ainsi au-dessus de tout soupçon en survolant les différents pays. Le 707

a volé de Tchécoslovaquie aux États-Unis, sans que les exécutants de cette opération sachent réellement ce qui se trouvait à l'intérieur de ces lourdes caisses, or, drogue ou bien armes à feu<sup>11</sup>.

A mesure que le désastre bancaire se révèle, d'autres informateurs donnent encore plus de détails au sujet du réseau parallèle. "La BCCI était un service bancaire complet", dit un marchand international d'armes qui a travaillé fréquemment avec les services clandestins de la banque. Ces services clandestins financent non seulement les transactions d'armes qu'un gouvernement ou un autre veut garder secrètes, mais aussi transportent les armes dans leurs propres navires, les assurent avec leurs propres agences et s'occupent du personnel d'exécution et de la sécurité. La BCCI joue un rôle d'intermédiaire commode, y compris entre des gouvernements qui n'ont d'habitude aucun lien, comme les Israéliens et certains gouvernement arabes; elle a ainsi permis le soutien financier des Saoudiens au gouvernement nicaraguayen dans sa lutte contre la guérilla, alors que les deux pays n'entretenaient pas de relations officielles. Certains employés de la BCCI, connus comme "agents du protocole", étaient même en charge de fournir une variété de services aux clients de la banque et aux hauts fonctionnaires des pays où elle exerçait son influence : pots-de-vin, dames de compagnie, fourniture ou transport de drogue, etc.

Pour recruter et persuader les gens - généraux, hommes d'affaires ou politiciens - de faire partie de ce véritable réseau parallèle, le dépôt de sommes importantes sur leur compte était la méthode la plus douce. Mais si ces personnes étaient réticentes, on passait aux menaces, incluant le chantage et l'enlèvement de proches. Quant aux cadres dirigeants de la BCCI, s'ils étaient surpris à parler des activités du "réseau parallèle", ils pouvaient être financièrement ruinés, physiquement mutilés, voire assassinés. Un responsable de la BCCI a témoigné ainsi de ce qui est arrivé à un dirigeant de Karachi dont la fiabilité a été mise en doute en 1990 par le réseau parallèle : "Ils l'ont surpris à essayer de vendre discrètement ses biens et sa maison. D'abord, ils ont tué son frère et ensuite, ils ont envoyé des espions pour enlever sa femme. Il a fui aux États-Unis où il se cache toujours. Les enquêteurs américains sont informés de cette situation et espèrent qu'il divulguera des informations secrètes, s'ils réussissent à le retrouver."

La corruption des dirigeants intermédiaires de la BCCI s'est développé au fur et à mesure que son influence grandissait. Décrits par les employés de la banque comme les "100 entrepreneurs", les responsables locaux des filiales et succursales étaient complètement libres de la gestion de leur temps. Aussi longtemps que ces dirigeants locaux pouvaient conserver les dépôts recueillis, ils étaient libres de faire ce qu'ils voulaient, c'est-à-dire servir un noyau de clients que les enquêteurs estiment au plan mondial à environ 3 500 hommes d'affaires corrompus. La BCCI, reconnue comme le meilleur circuit pour l'argent de la drogue, avait vu les dépôts liés à ces activités prendre une grande part dans les activités de la banque. Aux réunions annuelles, le fondateur Abedi sermonnait ses employés-commis et insistait sur la nécessité d'attirer de nouveaux dépôts, probablement pour compenser les milliards de dollars volatilisés. Au niveau supérieur, les dirigeants de la BCCI transféraient rapidement les dépôts

---

<sup>11</sup>. Jonathan BEATY & S.C. GWYNNE, "The dirtiest bank of all", *Time*, 29 juillet 1991.



dans leurs comptes secrets des îles Caymans. Ces comptes constituaient la banque cachée et parallèle au sein même de la BCCI. Leur existence était connue seulement du fondateur Abedi et de quelques personnes. A partir de ces comptes secrets, la BCCI prêtait de très grosses sommes d'argent pour gagner la faveur des gouvernements - comme un prêt de 1 milliard de dollars au Nigeria -, ou encore pour prendre le contrôle clandestin de trois banques américaines, le plus important restant que la BCCI demeure invisible aux enquêteurs bancaires américains<sup>12</sup>.

Comment expliquer que les autorités bancaires internationales soient restées si longtemps aveugles à ces agissements ? Ceci explique-t-il cela : il semble qu'un des représentants de la BCCI de Washington ait distribué des millions de dollars en "dédommagements" aux fonctionnaires américains durant la dernière décennie. Force est de constater, en tout cas, que pendant plusieurs années, les autorités semblent n'avoir prêté que peu d'attention aux preuves des méfaits de la BCCI fournies par des vérificateurs privés et par des anciens cadres de la BCCI. Apparemment les États-Unis ont voulu nettoyer la plaie en ouvrant un procès historique : pour la première fois, un dictateur, lié au scandale BCCI, s'est trouvé au banc des accusés hors de son pays, traité comme un vulgaire trafiquant de drogue. Dans l'espoir d'échapper aux cent cinquante-cinq ans de prison dont le menaçait la justice américaine, Le général Manuel Antonio Noriega a soutenu que la CIA couvrait son trafic de drogue<sup>13</sup> : fait prisonnier à l'issue de l'opération "Juste Cause", il n'avait plus rien à perdre. Vincent Beaufiles décrit ainsi l'attitude et l'implication de Manuel Noriega : "(Il) veut s'offrir une dernière provocation : rappeler qu'il n'a été qu'une marionnette, dont les États-Unis ont perdu le contrôle, et mettre ainsi en cause le gouvernement américain, la CIA et jusqu'au président lui-même. "Je tiens Bush par les couilles!" clamait-il élégamment avant son arrestation... Floyd Carlton, un pilote panaméen spécialiste des vols de petits avions bourrés de cocaïne vers la Floride, assure avoir obtenu pour 600 000 dollars, la protection de Noriega pour quatre rotations d'une avionnette remplie de 400 kilos de cocaïne, entre les pistes privées du cartel de Medellín et Panama. Luis Del Cid, un colonel des forces de défense du Panama, complice de Noriega, mais déçu de sa lâcheté lors de l'opération Juste Cause, ajoute, pour sa part, que l'organisation de Carlton transportait aussi des millions de dollars du cartel de Medellín depuis la Floride vers le Panama, où l'argent était blanchi. Par qui ? la BCCI, bien sûr."

Dans le procès Noriega, un autre accusé, Ricardo Bilonick, a permis de reconstituer comment se faisait le passage de la drogue du Panama aux États-Unis. Bilonick a expliqué comment, moyennant 10 millions de dollars, Noriega lui avait accordé un sauf-conduit lui permettant de sortir du Panama près de 20 tonnes de drogue dans les avions-cargos de sa compagnie. Jusqu'à la saisie de l'un de ces appareils à Miami, la drogue était cachée dans des réfrigérateurs truqués. Selon José Blandon, responsable de la

---

<sup>12</sup>. Cf le réseau de connexions internationales de la BCCI présenté dans : Jonathan BEATY & S.C. GWYNNE, "The dirtiest bank of all", *Time*, 29 juillet 1991; ainsi que dans Steven WALDMAN, Marcus MABRY, Clara BINGHAM & Marc LEVINSON, "The mentor and the protégé", *Newsweek*, 23 septembre 1991, qui présente les connexions alléguées et prouvées.

<sup>13</sup>. Vincent BEAUFILS, "Le dictateur dans la seringue", *L'Express*, 13 septembre 1991.

cellule de renseignement et de stratégie de l'armée du Panama, à peine 20 millions ont été récupérés sur un total de 200 millions de dollars, dont la majeure partie proviendrait de commissions sur le blanchiment d'argent et de trafics d'armes, de diamants en provenance d'Angola, etc. A cela il faut ajouter 30 millions de dollars tout simplement prélevés par Noriega sur le budget de l'État panaméen, et mis à l'abri sur un compte de la Middle East Bank de Londres, grâce à un schéma monté par la BCCI. Les pistes objectives du détournement de fonds ont été brouillée grâce à des transferts multiples à travers les différentes succursales de la BCCI et à travers des comptes dans d'autres banques. Vincent Beaufile cite le témoignage de José Blandon, le civil le plus proche du général Noriega (passages soulignés par nous) : "Des avions avec matricule américain allaient chercher au Paraguay et en Bolivie des armes pour la Contra, fournies par Israël. Les DC 6 remontaient sur Panama, puis allaient livrer leur chargement dans les zones frontalières nord et sud du Nicaragua. Ils piquaient alors vers la Colombie pour prendre livraison de la drogue, puis repartaient, via Panama et Belize, vers la Floride, où ils n'étaient pas inspectés par les douanes à leur arrivée. Quiconque résidait dans notre pays - et la C.I.A. est chez elle au Panama - ne pouvait ignorer ces appareils, qui se posaient sur les pistes discrètes de Calzada Larga ou île de Las Perlas."

Parmi les chèques déposés par l'ancien dictateur panaméen, plusieurs ont été émis par la CIA, qui, non contente d'employer Noriega comme "honorabile correspondant", lui versait son salaire par le biais de la BCCI, dont la CIA était aussi cliente : il aurait touché de l'agence de renseignement plus de 10 millions de dollars en trente ans. Panama a été le centre d'un trafic d'armes et de cocaïne que la CIA couvrait par son attitude bienveillante vis-à-vis du général panaméen et des trafiquants. Cet exemple laisse penser que les services secrets américains étaient très bien informés des activités de la BCCI. Celle-ci jouait également un rôle fort utile en facilitant des transactions entre Israël et quelques pays du Moyen-Orient, qui figuraient théoriquement parmi ses plus farouches ennemis. Le *Sunday Times*, de Londres, a affirmé qu'Abou Nidal et le Djihad islamique faisaient également partie des clients attirés de la BCCI. La banque aurait ainsi constitué le pivot du financement de l'Irangible. La BCCI a aussi acheté le contrôle virtuel de douaniers des grands ports et aéroports dans le monde. Les pots-de-vin versés et l'implication des services secrets peuvent fournir une première explication de la passivité des autorités.

Le Département américain de la justice n'a en tout cas guère fait preuve de bonne volonté lors de l'enquête du sénateur du Massachusetts, John Kerry, qui enquêtait en 1990 sur le terrorisme et le trafic international de drogue. Il a été le premier à mener des investigations sur les opérations illégales de la BCCI<sup>14</sup>. Selon Kerry, le Département de la justice a refusé de lui donner des documents, a freiné la déposition d'un témoin clé, refusé de répondre à ses questions, prenant argument de l'interférence avec sa propre enquête sur la BCCI. Selon Jack Blum, chef enquêteur de Kerry en 1988-89, le manque de coopération est très fréquent de la part de l'administration, et il estime que c'est le résultat d'une

---

<sup>14</sup>. John GREENWALD, "Cashing in on blue chips", *Time*, 12 août 1991.

corruption de très haut niveau ou de la volonté de cacher certaines activités illégales du gouvernement américain.

De son côté, le Lloyds de Londres, dans son action en justice contre la BCCI, a demandé sans succès aux magistrats américains de Miami et de la Nouvelle-Orléans de saisir les archives de la BCCI pour apporter les preuves de la corruption et des "kickbacks"; c'est-à-dire des sommes versées à un intermédiaire qui aide une autre personne à réaliser un profit illégitime. Le Lloyds accuse la BCCI d'avoir pris part dans des opérations de contrebande et d'avoir contrefait des documents de transport. Les assureurs du Lloyds ont proposé de fournir tous les résultats de leur volumineuse recherche sur les activités illégales de la BCCI, mais le ministère américain de la Justice a décliné cette offre du Lloyds. "Les liens de l'administration américaine avec la BCCI doivent être bien étroits pour que les services secrets lui fassent une telle confiance", a pu déclarer un politicien de Washington... Et, si liens étroits il y a, la CIA doit être au courant des multiples implications de la banque. Robert Gates, conseiller diplomatique adjoint de Georges Bush et ancien sous-directeur de la C.I.A., a été crédité d'un rôle actif dans l'Irangate, et dans d'autres ventes d'armes illégales en Amérique Latine. Par ricochet, le président américain s'est ainsi trouvé atteint par le scandale. D'autant plus qu'il avait proposé d'installer Robert Gates à la tête de la C.I.A.<sup>15</sup> et n'attendait plus que le feu vert du Sénat, prévu pour avant l'été 1991 !

### **Une respectabilité mal vérifiée**

Des experts financiers ont accusé la Banque d'Angleterre et la firme comptable Price Waterhouse, qui vérifiait les comptes de la BCCI depuis 1985, de ne pas avoir mis en garde les clients contre des malversations éventuelles. La firme d'audit et de commissariat aux comptes niera portant avoir occulté les opérations irrégulières de la BCCI faites pendant toutes ces années. Comme le dit le *Financial Times*, il s'agit de "chiens de garde qui n'ont pas aboyé" ("Watchdogs who did not bark")<sup>16</sup>. En 1984, la Banque d'Angleterre refusait d'accorder à la BCCI un agrément bancaire complet, ne lui reconnaissant que le statut de collecteur de dépôts. En fait, la Banque d'Angleterre, consciente déjà des faiblesses de la BCCI, n'accordera jamais à celle-ci le statut de banque à part entière. Un des éléments qui inquiète alors la Banque d'Angleterre est l'absence de véritable base nationale d'origine de la BCCI. Pour autant, pas au point de vraiment contrôler ses opérations. Comme d'ailleurs les autorités bancaires de plus de soixante pays qui laissèrent la BCCI établir filiales ou succursales. Seuls trois pays refusèrent très clairement toute implantation à la BCCI : l'Arabie Saoudite, l'Australie et le Portugal.

En 1985, à la suite de la grave crise de trésorerie occasionnée à la BCCI par les spéculations malheureuses d'Akbar et de son équipe sur le marché des changes, Price Waterhouse, on l'a vu, ne ne

---

<sup>15</sup>. John GREENWALD, "Feeling the heat", *Time*, 5 août 1991.

<sup>16</sup>. *Financial Times*, 15 novembre 1991.

détecta aucune manoeuvre malhonnête, simplement des "erreurs de gestion". Par la suite, la Banque d'Angleterre accepte le transfert de la trésorerie de la BCCI de Londres à Abu Dhabi. A cette époque la BCCI a deux compagnies d'audit et de révision de ses comptes : Ernst & Young et Price Waterhouse. Dès 1986, Ernst & Young, auditeur de la holding BCCI, écrit officiellement à Abedi pour signaler un manque de systèmes de contrôle au sein de la banque et dénoncer les pouvoirs exagérés de certains directeurs. Jusqu'en 1987, Ernst & Young auditait la partie luxembourgeoise du groupe BCCI et Price Waterhouse la partie des îles Caymans. Devant les problèmes manifestes rencontrés lors des audits, Ernst & Young avise Abedi en 1986 qu'ils n'acceptent de continuer à auditer les comptes de la BCCI que sous réserve de contrôler l'ensemble des opérations. Ce qui évidemment leur aurait permis de mettre à jour les fraudes. Cela permet à Price Waterhouse de devenir le seul auditeur du groupe BCCI, et de toucher 4,7 millions de dollars d'honoraires pour 1988. Price Waterhouse n'ignore pas que la BCCI a quelques problèmes : en 1987, les autorités monétaires de huit pays importants ont décidé de former un comité de surveillance des activités de la BCCI; en 1988, on l'a vu, la BCCI est poursuivie par un tribunal de Floride pour blanchiment d'argent.

C'est durant l'année 1989 que Price Waterhouse va progressivement durcir sa position, reprochant au directeur général de la BCCI, Naqvi, de ne pas coopérer pour clarifier la situation comptable. En février 1990, Chris Cowan, un des directeurs de la firme d'audit, avise Naqvi qu'il ne certifiera pas les comptes de 1989 si des réponses ne sont pas apportées à un ensemble de questions. C'est à peu près à cette époque que les hommes de Price Waterhouse ont commencé à vraiment pouvoir détailler ce qui se passait réellement entre Londres, Luxembourg et les Iles Caymans. Ils alertent le responsable financier de la banque, Masihur Rahman, et le directeur général Swaleh Naqvi. Ceux-ci proposent de mettre sur pied une équipe pour répondre aux interrogations de Price Waterhouse. Finalement, la firme d'audit écrit une note qui résume ses interrogations, mentionnant des pratiques contestables telles que l'absence d'informations sur les emprunteurs, la présentation des prêts au comité de crédit de la banque après qu'ils aient été accordés, ou autres. Après que l'équipe de la BCCI n'ait apporté finalement aucune information réelle au cabinet d'audit, et donc de difficiles débats au sein de Price Waterhouse, les auditeurs décident de passer pour environ 230 millions de livres de provisions et de faire un rapport au conseil d'administration mentionnant des transactions "trompeuses", mais pas de fraudes caractérisées. Néanmoins, quelques semaines après, Price Waterhouse prend discrètement contact avec la Banque d'Angleterre pour expliquer ses craintes sur la dégradation des finances de la BCCI. La Banque estime qu'il s'agit là finalement d'un problème isolé et ne prend pas la décision de fermer la banque. De fait, à la fin avril 1990, le cheikh Zayed propose 2,2 milliards de dollars pour renflouer la banque. Les autorités monétaires poussent un soupir de soulagement. Une partie de l'accord porte sur le transfert de la BCCI à Abu Dhabi. Elle y installera désormais son siège. Un jet privé embarque donc l'ensemble des dossiers compromettants pour Abu Dhabi. Tout semble aller pour le mieux. Pourtant, il ne s'écoulera que quatorze mois avant que la BCCI ne soit définitivement fermée.

## Les victimes

Les autorités d'Abu Dhabi n'ont pas été mises au courant de la décision de fermeture de la BCCI prise le 2 juillet 1991. Les deux principaux acteurs de la décision sont Brian Quinn, le directeur du contrôle à la Banque d'Angleterre, et Pierre Jaans, le responsable de l'Institut monétaire luxembourgeois. Dès l'annonce de l'arrêt global des activités de la BCCI, les autorités d'Abu Dhabi proposent que le cheikh Zayed injecte de nouveaux fonds pour soutenir la banque et préparer sa réorganisation à partir des trois filiales de Londres, Abu Dhabi et Hong Kong. Mais les autorités monétaires restent fermes, et Mazrui, l'envoyé d'Abu Dhabi, n'a d'autres ressources que de repartir.

Pendant que les autorités examinent avec attention les filiales de la BCCI à travers le monde, elles essaient d'évaluer les pertes des déposants. La presse pakistanaise mentionne ainsi que le pays est en état de panique et que tous les déposants veulent retirer leurs dépôts. Un autre journal ajoute que les contrebandiers et les barons de la drogue essayent avec acharnement de ressaisir leurs comptes "offshore". Au Nigéria et au Botswana, les fonctionnaires sont inquiets et se demandent si les dépôts effectués par la Banque centrale à la BCCI seront perdus. Au Bangladesh, 40 000 clients menacent même de faire une grève de la faim si leurs dépôts ne leur sont pas restitués immédiatement<sup>17</sup>. En Chine, les autorités, après une période d'hésitation, ont décidé de fermer la succursale de la BCCI dans la zone économique spéciale de Shenzhen, centre principal des programmes d'encouragement pour les entreprises privées. Le gouvernement chinois a perdu près de 400 millions de dollars, et beaucoup de ses diplomates, qui recevaient leur salaire par l'intermédiaire de la BCCI, ont connu quelques jours difficiles. Hong Kong a fermé la succursale de la BCCI, qui comptait 40 000 clients. Au Botswana, les autorités ont choisi de maintenir la succursale de la BCCI ouverte et de garantir tous les prêts et dépôts dans le but d'éviter des émeutes publiques. Finalement, Robert Morgenthau, le procureur du district de Manhattan, poursuivra Abedi et son successeur à la tête de la BCCI, Swaleh Naqvi, pour avoir escroqué les déposants de vingt milliards de dollars !

En Angleterre, la situation est quelque peu différente : la BCCI y était aussi une banque de particuliers. La Banque d'Angleterre a gelé plus de 400 millions de dollars de dépôts sur quelques 120 000 comptes détenus par des familles indiennes et pakistanaises et des petites entreprises, mais aussi par une soixantaine de municipalités qui ont placé environ 160 millions de dollars de fonds publics à la BCCI. Les clients devront attendre plusieurs mois avant de recevoir ce qui est garanti par la loi : 75 % de leur argent, mais avec un plafond de 15 000 livres (soit environ 130 000 francs). Les 12 000 salariés de la banque sont en chômage, et les dizaines de milliers de déposants, ne peuvent ni récupérer leurs dépôts ni utiliser leurs chèques ou leurs cartes de crédit. Ils se demandent pourquoi la Banque d'Angleterre et les autorités bancaires ne sont pas intervenues plus tôt. Plus d'un an fut nécessaire après les premières

---

<sup>17</sup>. Thierry BOGATY, "La banque mondiale de l'arnaque", *L'Express*, 2 août 1991.

révélations de Price Waterhouse avant de saisir les 25 succursales de la BCCI en Grande-Bretagne. Explication possible du manque d'empressement des autorités : la Banque d'Angleterre était en négociation avec les autorités d'Abu Dhabi en espérant que le cheikh Zayed continuerait à soutenir la banque. La Banque d'Angleterre a essayé de persuader Abu Dhabi de sauver la mise des clients de la BCCI. Les britanniques, reconnaissant que le Cheikh n'avait aucune obligation légale de rembourser les clients, tentaient de le convaincre d'agir pour l'honneur. Mais Zayed n'a pas semblé vraiment intéressé.

### **Une affaire (presque) sans suites...**

A la fin de l'année 1991, se dessine un compromis. Les liquidateurs de la branche américaine de la banque l'ont amenée à plaider coupable de fraudes et de blanchiment d'argent. Ils ont accepté de rembourser pratiquement chaque cent des 550 millions de dollars d'actifs de la banque aux États-Unis, cela après d'âpres négociations entre les autorités monétaires des trois principaux pays où la BCCI était implantée : les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Luxembourg. Sur les 22 milliards de dollars de dépôts que la banque était censé détenir, les auditeurs n'ont retrouvé que trois milliards ! La moitié des sommes récupérées ont été attribuées à une caisse de compensation pour les victimes, au plan mondial. L'autre moitié a servi à renflouer les institutions financières que la BCCI contrôlait secrètement. Naturellement il aurait fallu beaucoup plus d'argent pour réellement indemniser les victimes. De ce fait, les autorités ont cherché un garant en dernier ressort.

Et l'on se tourne toujours vers le même : Zayed. Les autorités monétaires et les liquidateurs essaient de le convaincre de donner quelques milliards de dollars pour améliorer le taux d'indemnisation des victimes, pour le faire passer de 10 % à 30 ou 40 %<sup>18</sup>. Les Anglais de leur côté auraient souhaité enterrer l'affaire, mais la firme Touch Rosse, le liquidateur, ne leur en laissera peut-être pas la possibilité. La réunion à Londres, le 27 mai 1993, dans le stade de Wembley, de nombreuses anciens détenteurs de comptes de la BCCI a permis de faire le point sur les démarches du liquidateur<sup>19</sup>. Les montants négociés avec Abu Dhabi étant insuffisants, Touch Rosse a décidé de poursuivre en justice la Banque d'Angleterre pour avoir failli à son rôle de régulateur<sup>20</sup>. Les négociations se poursuivent avec Abu Dhabi sur la répartition des 1,7 milliard de dollars récupérables sur un montant initial de dépôts de 14 milliards. Un plan d'indemnisation a été présenté aux autorités luxembourgeoises, la BCCI ayant son siège au Luxembourg. Mais le 27 octobre 1993, la cour suprême du Luxembourg a rejeté ce plan, faisant valoir qu'il avantageait Abu Dhabi, à la fois actionnaire et créancier, au détriment des petits titulaires de

---

<sup>18</sup>. Jonathan BEATY & S.C. GWYNNE, "Is that all there is", *Time*, 30 décembre 1991.

<sup>19</sup>. *Le Monde*, 28 mai 1993. La réunion a aussi étudié de près le montant des honoraires du liquidateur, qui s'élevaient déjà à plus de 95 millions de francs...

<sup>20</sup>. *Le Monde*, 26 mai 1993.

comptes<sup>21</sup>. Cette décision a remis en cause tout le plan élaboré par Touch Rosse qui envisage soit de renégocier avec Abu Dhabi, soit de porter plainte contre l'Émirat, ce qui entraînerait une nouvelle procédure, longue et coûteuse. Touch Rosse a par ailleurs, au printemps 1993, engagé des poursuites en responsabilité contre les deux firmes de commissariat aux comptes, Price Waterhouse et Ernst & Young.

La banque a été fermée dans la plupart des pays. Mais elle opérait toujours au Pakistan et en Suisse, ainsi qu'en Zambie et au Zimbabwe. Dans les autres pays, des individus ou des organisations étroitement liées à l'ancienne BCCI ont racheté ses succursales. Abedi, quant à lui, était toujours au Pakistan, dans sa résidence. Diminué par la maladie, il est dans un fauteuil roulant. Mais il ne craint rien de la justice, américaine ou anglaise, qui ne réussiront pas à obtenir son extradition du Pakistan. La situation est moins agréable pour Clifford et Altman, les deux anciens dirigeants de la First American Bankshares (FAB), contrôlée illégalement par la BCCI et compromise dans ses trafics. En effet, les États-Unis sont le seul pays qui ait décidé des poursuites pénales dans l'affaire BCCI.

Le 11 janvier 1993, la cour suprême de l'État de New-York a estimé que l'état de santé de Clark Clifford, âgé de 86 ans et cardiaque, ne le dispensait pas d'un procès<sup>22</sup>. Celui-ci a eu lieu en la seule présence de Robert Altman, Clifford étant alors hospitalisé pour une opération à cœur ouvert. Le procès suivait une instruction qui a été menée par Robert Morgenthau durant cinq ans. Au delà d'Altman, risquant une peine de 32 ans de prison<sup>23</sup> et que sa famille, très influente, s'était engagé à bien défendre, ce sont en fait les liens des services secrets avec la BCCI qui étaient sur la sellette. Il a été question d'un rapport de 1985 émanant de la CIA, qui décrivait déjà en détail les activités criminelles de la banque. Ce rapport avait atterri sur le bureau du secrétaire d'État au Trésor de l'époque, Donald Regan. Il a désormais disparu des archives. Le 14 août 1993, le jury a exonéré les deux accusés de toutes les charges pesant contre eux au niveau de l'État de New-York. Ils restent encore passibles des mêmes peines au plan fédéral, mais la décision de la cour de New-York rend des poursuites fédérales peu probables<sup>24</sup>. Le jury semble avoir été convaincu par l'argumentation de la défense suivant laquelle les accusés n'étaient que les boucs émissaires dans un procès qui visait à masquer le passivité des autorités américaines informées dès 1985 par un mémo de la CIA. La question reste la même, de façon lancinante : comment la BCCI a-t-elle pu mener si longtemps ses opérations douteuses sans problèmes ?

## Connivence et ambiguïtés

---

<sup>21</sup> Source AFP in *Le Monde*, 28 octobre 1993.

<sup>22</sup>. Source AFP in *Le Monde*, 13 janvier 1993.

<sup>23</sup>. Jonathan BEATY & S.C. GWYNNE, "BCCI: The trial", *Time*, 12 avril 1993.

<sup>24</sup>. Source AFP in *Le Monde*, 17 août 1993.

Le cas de la BCCI est typique d'une certaine économie de la corruption, caractérisée par la connivence ambiguë. Connivence entre autorités monétaires et une banque qui rendait des services. Comme on a pu le remarquer à la lecture de ce chapitre, autant les autorités de différents pays importants pouvaient ne pas être au courant des activités frauduleuses de la banque à leurs débuts, autant elles étaient informées de la situation depuis plusieurs années déjà lorsque la fermeture de la banque a été décidée au plan mondial. L'ambiguïté résulte en partie des souplesses que réclame parfois la "raison d'État". Détenteurs de l'autorité et garants de la légalité, les États s'estiment parfois obligés de recourir à des moyens douteux pour des raisons de haute politique. Il leur faut alors des moyens souples auxquels le commun des mortels n'a pas accès. Lutter contre la guérilla sandiniste au Nicaragua, peut ainsi paraître une option logique pour un grand État farouchement anticommuniste. Mais cela nécessite des transferts de fonds secrets : la BCCI devient immédiatement un partenaire intéressant, commode et même probablement nécessaire.

D'ailleurs, ce ne sont en fait pas les États (qui sont des entités plutôt complexes, surtout les grands pays industriels développés) mais plutôt certaines de leurs "franges", en particulier les services secrets, qui exécutent certaines missions étiquetées "raison d'État" et vont parfois même un peu au-delà, entrant dans ce que nous qualifions au chapitre suivant de "violence légale". Il serait excessif de croire que les grands États se livrent systématiquement à ce genre de jeu. Il y a beaucoup de zones ambiguës, où l'on ne sait plus très bien qui sert qui et qui sert à quoi : certains individus peuvent céder à une ivresse du cynisme, du pouvoir facile, servant des desseins qu'ils ne comprennent pas toujours bien mais qui leur donnent un sentiment de puissance. Il est clair que certains des protagonistes de l'affaire BCCI ont été en proie à ce sentiment du pouvoir et de l'argent facile. Par ailleurs, dès lors que les systèmes de contrôle sont à la fois éclatés sur plusieurs pays et très largement sous-traités à des organismes privés, ils perdent de leur efficacité. Il ne s'agit pas ici d'attaquer Price Waterhouse, mais de souligner que ce contrôle s'insère dans un ambiance dominante de respect des règles. Les contrôles d'ordre professionnel se font dans le cadre d'entreprises et de banques qui globalement respectent les règles. Autrement dit, il était hors de l'univers mental des auditeurs de Price que de telles choses aient pu se produire; ce qui ne leur a peut-être pas facilité le travail.

Enfin, certaines représentations, comme celle d'une banque islamique comportent une grande part d'ambiguïté. Traditionnellement, l'Islam prohibe le prêt à intérêt. Il a toujours été difficile de faire le métier de banquier dans de telles conditions. Le *riba*, intérêt, n'a pas cessé de poser problème pour les différentes écoles juridiques chargées de l'interprétation de l'interdit du *riba*, mentionné à plusieurs reprises dans le Coran. Ainsi des montages financiers spécifiques ont été conçus pour éviter formellement la perception d'une rémunération des prêts sous forme de taux d'intérêt fixe et déterminé : il s'agit d'associations de partage de risque où l'un est apporteur en industrie et l'autre (le banquier) en finance; on fixe à l'avance la rémunération du banquier d'une manière qui détourne l'interdit. Cela conduit ces banques à fonctionner de manière un peu complexe et beaucoup de responsables ont tellement



intégré l'habitude des doubles discours qu'ils n'arrivent plus à savoir clairement où ils en sont. C'est probablement une des ambiguïtés majeures dans le cas de la BCCI : banque islamique, elle était censée suivre des principes stricts, financer des opérations honnêtes et aider les croyants à développer des activités économiques honnêtes. Une banque qui ne pratique pas le *riba* bénéficiait d'une image très favorable auprès des croyants, surtout s'il s'agissait d'y déposer la *zakaat*, l'équivalent du denier du culte. Et de fait, de très nombreux croyants irréprochables ont fait confiance à la BCCI pour y déposer leurs fonds, y compris le cheikh Zayed. L'ambiguïté était fondée sur une image religieuse positive exploitée en fait par des personnes qui avaient rompu les amarres avec une moralité de base commune à toutes les grandes religions. Celui qui se trouve entraîné dans ces zones de connivence ambiguës manque de critères pour agir. Le but du prochain chapitre est donc de proposer un cadre de réflexion qui fixe des points de repère pour évaluer les actions sur deux axes : leur légalité et leur légitimité.